

**Bonne nouvelle** [FORMATION](#) \ [POLITIQUE INDUSTRIELLE](#) \ [ÎLE-DE-FRANCE](#)

## Un plan de relance des compétences avec de nouvelles écoles de production

Le gouvernement consacrera 5 millions d'euros supplémentaires du plan de relance afin que de nouvelles écoles de production soient créées. Leur succès pour former de jeunes décrocheurs aux besoins en compétences de l'industrie ne faiblit pas.

Réservé aux abonnés

Cécile Maillard

06 Mai 2021 \ 13h52

2 min. de lecture



Dans l'école de production Gorge-de-Loup, à Lyon, les jeunes en formation professionnelle travaillent sur de vraies commandes, pour de vrais clients. A leur sortie, les industriels se les arrachent.

Elles étaient 25 en 2018, sont désormais 35. 1 000 jeunes y sont formés chaque année, un nombre que le gouvernement espère doubler d'ici fin 2023. Les écoles de production, établissement privés reconnus par l'Etat depuis 2018, forment des jeunes de 15 à 18 ans, plutôt décrocheurs, aux métiers industriels surtout, en les plongeant en situation de travail réelles.

Ils produisent de vraies commandes pour de vrais clients, ont des semaines de 35 heures, dont 18 ou 23 passées en atelier. 93% des jeunes y décrochent un CAP ou un BEP. A leur sortie, ils reçoivent en moyenne 5 propositions d'embauche, mais 45% poursuivent leurs études vers un bac pro en apprentissage.

A LIRE AUSSI

- [Formation : à l'école de la production](#)

Une vingtaine de nouvelles écoles de production sont en projet, notamment dans les Territoires d'industrie. L'objectif est créer des écoles « cousues main » pour répondre aux besoins des industriels locaux, en formant aux métiers en tension de l'usinage, de la chaudronnerie, de l'électricité industrielle, de la métallerie... 11 projets sont déjà soutenus, ou en passe de l'être, par France Relance, avec une enveloppe dédiée de 5,1 millions d'euros, à Cholet, Béthune, Compiègne, Limoges...

### Coup de pouce aux projets matures

En déplacement à l'école de production de l'ICAM Paris-Sénart, à Lieusaint (Seine-et-Marne), la ministre déléguée à l'industrie, Agnès Pannier-Runacher, a annoncé ce 6 mai qu'une nouvelle enveloppe de 5 millions d'euros serait consacrée au déploiement de 10 projets supplémentaires d'ici fin 2021.

### A LIRE AUSSI

- Dans l'industrie française, des projets d'embauche en berne malgré le bon climat des affaires

Les écoles qui auront été retenues à l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt ouvert jusqu'au 15 octobre percevront une subvention allant jusqu'à la moitié de leur investissement en équipements industriels, pour un maximum de 800 000 euros. Ce financement, par le Fonds d'accélération des investissements industriels de France Relance, doit permettre d'investir dans des plateaux techniques. « *L'objectif est d'accélérer les projets déjà matures*, indique Guillaume Basset, le délégué aux territoires d'industrie, *pour qu'ils ouvrent d'ici fin 2023* ». La Banque des territoires pourra aider à l'amorçage de ces projets par des prêts de 100 000 à 300 000 euros.

### Financer l'ingénierie de création des nouvelles écoles

Pour encourager l'émergence de nouveaux projets, la Banque des territoires propose par ailleurs des aides pouvant aller jusqu'à 50 000 euros pour financer l'ingénierie qui précède toute création d'une école de production : salaire du futur directeur ou du porteur de projet, travail d'identification des besoins en main d'œuvre, des entreprises industrielles à la recherche d'une sous-traitance par l'école, identification des jeunes... Une aide qui devrait accompagner 20 nouveaux projets. « *Un des objectifs est aussi de faire émerger des projets dans les régions qui n'ont pas d'écoles de production, comme Grand Est, Centre-Val de Loire...* », explique Guillaume Basset.

La Fédération des écoles de production vise 100 écoles de production en 2028, qui accueilleraient chaque année 4 000 jeunes.

Cécile Maillard\_Journaliste relations sociales / régions / biens de consommation

*Diplômée du Centre de formation des journalistes (CFJ) en 1989, Cécile suit depuis 2010 pour L'Usine nouvelle les questions sociales (droit du travail, relations sociales en entreprises, partenaires sociaux...), les ressources humaines et la formation. Avec un œil sur l'actualité industrielle en régions, en lien avec le réseau de correspondants de L'Usine nouvelle et un intérêt particulier pour le secteur des biens de consommation. Elle a travaillé auparavant en urbanisme, environnement, éducation, pour l'Événement du Jeudi, le Nouvel observateur, France Soir, Le Monde, Le Monde de l'éducation, Géo.*